

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur 

EMTA Guitrancourt

427 Route du Hazay
Zone Portuaire de Limay Porcheville
78520 Limay

Code AIOT : 0006503296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement EMTA Guitrancourt implanté La Croix Blanche et Beau Fontaine 78440 Guitrancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel en date du 21 novembre 2025, la société EMTA a transmis à l'inspection des installations classées le dossier des ouvrages exécutés (DOE) relatif à la rehausse du casier 4 de l'unité U1 recevant des déchets non dangereux.

Conformément à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation d'exploiter du 3 août 2020, l'exploitant a informé le Préfet de la fin de travaux d'aménagement. L'Inspection s'est attachée à vérifier la conformité des installations avec l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et les prescriptions concernées de l'AP susvisé. Enfin, l'inspection s'est déplacée sur site pour effectuer un contrôle des points sur lesquels l'instruction documentaire seule ne permettait pas de conclure.

Les travaux, qui se sont déroulés de juillet à octobre 2025, ont concerné :

- les terrassements ;

- l'étanchéité (barrières de sécurité active).

Le dossier fourni par la société EMTA, en vue de démontrer la conformité de la rehausse du casier 4 de l'unité U1 aux exigences réglementaires, comporte les éléments suivants :

- un rapport de synthèse effectué par EMTA, décrivant notamment les travaux effectués, les entreprises intervenantes et les dispositifs mis en place ;
- des annexes comprenant :
 - le dossier des ouvrages exécutés (DOE) de la partie terrassements ;
 - les rapports de contrôle extérieur sur la BSP ;
 - les plans de récolement ;
 - le DOE géosynthétiques ;
 - le rapport de contrôle d'étanchéité de la géomembrane (barrière de sécurité active).

Enfin, la visite avait pour objet la visite annuelle du site. Sur cet aspect, l'équipe d'inspection a focalisé son attention sur le respect des dispositions applicables à la plateforme de valorisation du biogaz comprenant également l'osmose inverse et la Tour aéroréfrigérante (TAR). L'ensemble des points contrôlés dans le cadre de la visite annuelle (fiche n°1 à 9) portait donc uniquement sur cette plateforme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMTA Guitrancourt
- La Croix Blanche et Beau Fontaine 78440 Guitrancourt
- Code AIOT : 0006503296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EMTA est une filiale de SARP INDUSTRIES, société du Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT. La société EMTA exploite actuellement une installation de traitement et de stockage de déchets sur le territoire de la commune de Guitrancourt (78). Cette installation est en exploitation depuis 1984. Des arrêtés préfectoraux successifs ont encadré les conditions d'exploitation de ce site.

Les différentes activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 et placent l'exploitation sous le régime de l'autorisation, en particulier celle correspondant à la rubrique 2760-1.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Centrale de cogénération	AP Complémentaire du 09/01/2025, article 5	Sans objet
2	Centrale de cogénération	AP Complémentaire du 09/01/2025, article 5	Sans objet
3	Lixiviats collectés sur la tranche A et unité 1	AP Complémentaire du 09/01/2025, article 9	Sans objet
4	Élimination des lixiviats collectés sur la tranche A et unité 1	AP Complémentaire du 09/01/2025, article 9	Sans objet
5	Dispositif de valorisation du biogaz	AP Complémentaire du 09/01/2025, article 13	Sans objet
6	Dispositif de valorisation du biogaz	AP Complémentaire du 09/01/2025, article 14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.11	Sans objet
8	Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2	Sans objet
9	Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.5	Sans objet
10	Barrière de sécurité passive	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.3.2.1	Sans objet
11	Barrière de sécurité active	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.3.2.2	Sans objet
12	Étanchéité entre l'unité 1 et la tranche B	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des pièces permettant de justifier du respect des dispositions réglementaires sont présentes dans le dossier des ouvrages effectués. Aucune non-conformité n'a été relevée au cours de l'inspection du casier 4 de l'unité U1.

Sur la base de cette inspection et de l'instruction du dossier de récolement fourni, l'Inspection des installations classées propose d'informer la société EMTA que le casier rehaussé peut être mis en exploitation et recevoir des déchets non dangereux.

En ce qui concerne les points de contrôle portant sur la plateforme de valorisation du biogaz, l'équipe d'inspection n'a pas relevé de non-conformité aux dispositions réglementaires contrôlées. L'exploitant fait preuve d'une bonne maîtrise et d'une certaine rigueur dans l'exploitation de ses installations de traitement du biogaz.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Centrale de cogénération

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2025, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités sur le dispositif de valorisation
Prescription contrôlée : La centrale de cogénération permet la valorisation du biogaz et le traitement des lixiviats de déchets dangereux. Le groupe électrogène (moteur) de la centrale permet la production d'énergie électrique, qui est réinjectée sur le réseau public, et la production d'énergie thermique sous forme d'eau chaude, servant au traitement des lixiviats. [...] Le fonctionnement du dispositif de valorisation est automatisé et sécurisé avec détection automatique des pannes. Le dispositif de valorisation du biogaz est doté d'équipements permettant de contrôler son bon fonctionnement, de le mettre en sécurité en cas de défaut, et de prévenir dans ce cas le personnel d'exploitation. Des équipements de pré-traitement du biogaz sont installés (séchage, groupe de surpression, filtration sur charbon actif notamment). Le dispositif de valorisation est équipé d'une mesure en continu des pressions d'entrée. [...]
Constats : L'exploitant indique à l'équipe d'inspection que le dispositif de valorisation du biogaz fonctionne entièrement de manière automatisée. Il leur présente son système de gestion à distance couvrant l'ensemble de la plateforme, incluant notamment le moteur de cogénération, l'osmose inverse et la tour aéroréfrigérante (TAR). Il précise également qu'en cas de défaillance de l'un de ces équipements, une alerte lui est automatiquement envoyée par téléphone. À ce titre, l'équipe d'inspection constate qu'une notification a effectivement été reçue sur le téléphone de l'exploitant via l'outil « GTRC », signalant un arrêt du moteur à 7 h 58 le jour de la visite. Cet incident a entraîné la mise en route automatique de la torchère à 7 h 59. Une autre alerte a été reçue à 8 h 39, indiquant la remise en service du moteur après l'intervention d'un technicien. L'exploitant précise également qu'en cas de panne, un technicien doit systématiquement se déplacer pour intervenir, sauf lorsqu'il s'agit d'un défaut mineur, auquel cas le dispositif de valorisation peut redémarrer automatiquement. L'équipe d'inspection constate la présence d'un groupe froid permettant une gestion de l'humidité dans les dispositifs de valorisation du biogaz. Elle constate également la présence de deux cuves de charbons actifs d'environ 6 m ³ chacune. L'exploitant précise qu'un dispositif de surpression est également mis en place ainsi qu'un sécheur comme imposé à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires (APC) du 9 janvier 2025. En matière de pré-traitement du biogaz, l'exploitant a déposé auprès des services de l'Inspection

des ICPE un dossier de modification de ses installations dans l'objectif de mettre en place un système de pré-traitement par média filtrant du H₂S (sulfure d'hydrogène). La demande est en cours d'instruction par les services de l'Inspection.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'une mesure en continu du Delta P de pression est assurée. Cette mesure permet de suivre les différences de pressions en entrée et en sortie de la plateforme. En cas de valeur hors norme définie par l'exploitant, l'installation de traitement du biogaz s'arrête automatiquement comprenant le moteur de cogénération et le dispositif de surpression.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Centrale de cogénération

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2025, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Généralité sur le dispositif de valorisation

Prescription contrôlée :

[...]

Le dispositif de valorisation du biogaz est implanté sur une dalle étanche servant de rétention. La partie de cette dalle occupée par le dispositif de traitement des lixiviats est reliée au bassin de collecte des lixiviats.

Le (ou les) moteur(s) est (sont) installé(s) dans un conteneur équipé d'un dispositif de rétention capable de contenir 100 % du volume d'huile de lubrification moteur.

Chaque transformateur est installé sur une rétention capable de contenir 100 % du volume d'huile qu'il contient.

[...]

L'aménagement de l'aire d'implantation du dispositif de valorisation du biogaz est effectué de telle façon que les opérations de chargement / déchargement de substances ou déchets (telles que le pompage des condensats, l'évacuation des huiles et des filtres usagés, l'évacuation des perméats...) n'entraînent pas de pollution des sols, ni de pollution des réseaux de collecte des eaux pluviales, lors de ces opérations.

Une procédure spécifique et des moyens de détrompage sont mis en place pour assurer l'absence de connexion au réseau des eaux pluviales lors de ces opérations pouvant entraîner un déversement de substances polluantes.

Cette procédure donne lieu à un affichage spécifique des consignes à respecter, et est connue et respectée du personnel concerné.

Le dispositif de valorisation est implanté de manière à prévenir tout risque d'incendie ou d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité dans l'environnement du site. Son implantation est établie sur la zone d'implantation de la torchère, et reste distante de tous stockages de matières combustibles ou inflammables de façon à éviter tout risque de propagation d'un incendie.

Constats :

L'équipe d'inspection constate que le dispositif de valorisation du biogaz est bien implanté sur une dalle étanche servant de rétention. Cette rétention est scindée en deux zones. La première zone correspond à l'installation de traitement des lixiviats par osmose intégrant la zone de stockage d'acide et la cuve de stockage des condensats. La seconde zone intègre le moteur de traitement du biogaz, la cuve double peau d'huile du moteur ainsi que les deux silos de stockage des big bag de charbon actif.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son plan des réseaux en date du 23 avril 2025. L'équipe d'inspection constate que les lixiviats sont bien connectés au bassin de collecte et de gestion des lixiviats (bassin dédié à la gestion des eaux de l'installation de stockage de déchets non dangereux).

L'équipe d'inspection constate que le moteur est localisé dans un conteneur qui lui sert de rétention et constate également que le stockage des huiles moteur est effectué dans une cuve double peau comprenant les huiles neuves et usagées stockées séparément. Outre ces conditions de stockage, l'équipe d'inspection constate que le moteur et ses huiles sont implantés sur une dalle béton dont les deux extrémités sont plus hautes que la partie centrale. Ceci permet, en cas de déversement accidentel, de diriger gravitairement les substances déversées vers la partie centrale de la dalle béton.

L'équipe d'inspection constate également que le transformateur possède une rétention qui lui est propre, dimensionnée pour contenir 100 % du volume d'huile en cas de déversement.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection que l'ensemble des manipulations de chargement et de déchargement de substances ou déchets s'effectue sur rétention et que de ce fait, en cas d'incident, ces substances et déchets se retrouvent confinés dans les rétentions. Les interventions sont effectuées par les techniciens de maintenance formés aux à ces manipulations.

L'équipe d'inspection procède par sondage et constate que différentes consignes et procédures sont affichées sur la cuve d'acide sulfurique dans le but d'informer les opérateurs des conditions dans lesquelles ce produit doit être manipulé. Sont affichés les éléments suivants :

- la notice d'hygiène et de sécurité précisant les risques, les conditions manipulation et de stockage devant être respectées, les consignes en cas d'incendie et de fuite ;
- les consignes relatives au dépotage de l'acide sulfurique sur la plateforme de cogénération ;
- les consignes en cas d'accident ainsi que les numéros d'urgence à contacter en cas de besoin.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un système de vannes barrage est présent et actionné permettant d'isoler la zone lors des opérations de dépotage d'acide sulfurique. Ce système permet donc à l'exploitant de s'assurer que les réseaux d'eaux pluviales sont préservés lors de ces opérations.

L'équipe d'inspection constate l'affichage de la procédure d'isolement de la zone de traitement du biogaz dans les locaux des techniciens présents sur place.

L'équipe d'inspection ne constate pas la présence de stockage de matière combustibles à proximité du dispositif de valorisation du biogaz. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que l'ensemble des techniciens intervenant dans cette zone est doté de détecteur 4 gaz (O₂, CO, H₂S et risque d'explosivité).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Lixiviats collectés sur la tranche A et unité 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2025, article 9
Thème(s) : Autre, Stockage des perméats et concentrats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les perméats produits par l'osmose inverse (eaux osmosées propres) sont stockés dans un réservoir souple (capacité de 200 m³), puis évaporés dans une tour aéro-réfrigérante.</p> <p>Les concentrats, issus de l'osmose inverse, sont stockés dans une ou deux cuves d'une capacité de 50 m³ chacune, placée(s) sur une aire de rétention, puis envoyés pour traitement vers une installation extérieure dûment autorisée.</p> <p>Les niveaux de la cuve de concentrats et du stockeur de perméats sont contrôlés et maintenus en dessous du niveau « très haut » qui, s'il est atteint, stoppe leur remplissage.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate l'existence d'une bâche souple d'un volume de 200 m³. Cette bâche est connectée à la TAR localisée sur la plateforme de la valorisation du biogaz afin d'être évacuée. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que les perméats peuvent également être utilisés pour l'arrosage des voies de circulation ou des casiers de stockage des déchets dans la gestion des envols de poussières en conditions météorologiques sèches.</p> <p>L'équipe d'inspection constate la présence d'une seule et unique cuve de stockage des concentrats d'une capacité de 50 m³ située sur l'aire de rétention accueillant la cuve d'acide sulfurique et le système d'osmose inverse. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que ce type de déchets est envoyé en traitement de déchets dangereux auprès de la société SARP Industries à Limay. L'équipe d'inspection constate ces éléments par le contrôle, par échantillonnage, du bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD) n°BSD-20251125-H4YAK564X en date du 25 novembre 2025 émis par l'outil de traçabilité « Trackdéchets ».</p> <p>En ce qui concerne le contrôle de niveau de la bâche souple de perméats, l'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un système de détection de niveau « très haut » fonctionnant par capteur est intégré dans ladite bâche. En cas d'atteinte du niveau « très haut » une alerte est envoyée sur l'outil de supervision de la plateforme de valorisation du biogaz actionnant l'arrêt automatique du remplissage.</p> <p>Un système équivalent est mis en place pour la cuve de stockage du concentrats. Cependant, pour ce stockage, l'exploitant précise qu'il existe deux niveaux d'alertes : niveau haut et niveau très haut.</p> <p>L'exploitant, n'étant pas certain qu'en cas d'atteinte du niveau haut une alerte était émise sur son système de supervision, a procédé à la déconnexion du capteur du niveau susvisé. L'équipe</p>

d'inspection constate alors qu'une alerte portant la mention « défaut général » est émise sur le système de supervision. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que ce type d'alerte stoppe notamment l'osmose inverse et le remplissage de la cuve de concentrats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Élimination des lixiviats collectés sur la tranche A et unité 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2025, article 9

Thème(s) : Autre, Gestion des réactifs de traitement

Prescription contrôlée :

[...]

L'acide (sulfurique ou chlorhydrique) utilisé pour ajuster le pH des lixiviats en entrée d'osmose inverse est stocké dans une cuve double peau de 10 m³.

Les autres réactifs chimiques (nettoyant acide, nettoyant basique, anti scalant, lessive de soude, biocide, eau de javel, chlorite de sodium et acide chlorhydrique en petits contenant...) sont stockés sur rétention dans un container équipé d'un système de ventilation forcée.

Une aire d'environ 50 m², équipée d'une rétention, est aménagée pour permettre le stationnement des camions de livraison des réactifs en vrac et de pompage de la (ou des) cuve(s) de concentrats à évacuer.

Avant la mise en œuvre du dispositif de traitement des lixiviats, l'exploitant s'assure de l'étanchéité des contenants utilisés et de l'étanchéité de la rétention sur laquelle est implanté le dispositif.

Les eaux de rinçage du réservoir de perméats, et eaux de nettoyage de la TAR sont envoyées dans le bassin de stockage des lixiviats de déchets non dangereux bruts.

[...]

Constats :

L'équipe d'inspection constate que l'acide sulfurique est bien stocké dans une cuve double peau de 10 m³ mise sur rétention.

Elle constate également que les autres réactifs sont stockés sur rétention dans un conteneur dédié, convenablement ventilé par un système de ventilation forcée.

L'équipe d'inspection constate la présence d'une aire étanche en béton d'une surface d'environ 50 m² dédiée au stationnement des camions de livraisons des réactifs en vrac et de pompage de la cuve de concentrats.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son plan des réseaux des eaux justifiant que les eaux de rinçage du réservoir de perméats et eaux de nettoyage de la TAR sont bien redirigées vers le bassin de stockage des lixiviats de l'ISDND.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositif de valorisation du biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2025, article 13
Thème(s) : Autre, Surveillance du dispositif
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant assure en permanence une surveillance du dispositif de valorisation, directe ou indirecte, par une personne qu'il a nommément désignée et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers. L'exploitant assure également une maintenance régulière du dispositif de valorisation. L'exploitant assure un contrôle de l'étanchéité des équipements relatifs à la surveillance du dispositif de valorisation du biogaz. La dérive des paramètres enregistrés ou le dépassement de seuils d'alerte engendre le déclenchement d'alarmes reportées sur le système de télésurveillance, puis nécessite une action corrective de la part du personnel du site. En cas de dysfonctionnement ou d'incendie du dispositif de valorisation, l'alerte des personnes compétentes, ou des services de secours est assurée dans les meilleurs délais.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le document « grille des fonctions et rôles du personnel » en date du 16 mai 2025 (REF DOC 35 J GTR) dans lequel il est possible d'identifier les tâches et fonctions associées à chacun des salariés présents sur le site. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que les techniciens autorisés à intervenir sur la plateforme de valorisation du biogaz sont formés et font l'objet d'un suivi de formation strict. En matière de maintenance du dispositif de valorisation du biogaz l'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un contrôle quotidien est assuré lui permettant de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif. Une maintenance spécifique du moteur est effectuée toutes les 60 000 heures de fonctionnement. Cette maintenance induit de ce fait l'arrêt dudit moteur et la mise en marche de la torchère. Le contrôle de l'étanchéité des équipements relatifs à la surveillance du dispositif de valorisation du biogaz est assuré par le suivi du Delta P (Cf fiche n°1 du présent rapport) lui permettant d'identifier des phénomènes de dépression ou de surpression témoins d'une perte d'étanchéité des équipements. En cas de dysfonctionnement ou d'incendie du dispositif de valorisation, l'alerte des personnes compétentes, ou des services de secours est assurée dans les meilleurs délais. L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'en cas de dysfonctionnement ou d'incendie du dispositif de valorisation une alerte est envoyée sur les téléphones du personnel cadre (trois personnes) et aux techniciens formés à intervenir sur la plateforme (4 personnes). Une alerte de la sorte induit systématiquement la coupure de l'ensemble des dispositifs de valorisation du biogaz. L'historique de ces dérives et panne est enregistré dans le système de supervision de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositif de valorisation du biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2025, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques du dispositif de valorisation du bio
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fait réaliser, à une fréquence semestrielle durant la première année de fonctionnement du dispositif de valorisation, puis à une fréquence annuelle les années suivantes, une campagne de prélèvement et de mesure des rejets gazeux du dispositif par un organisme agréé, qui porte sur les paramètres listés à l'article 8.1.3.8.5 du présent arrêté.</p> <p>La vitesse d'éjection et le débit des gaz sont calculés à l'occasion de ces campagnes de mesure.</p> <p>[...]</p> <p>Les prélèvements et les mesures sont effectués dans les conditions représentatives du fonctionnement du dispositif de valorisation du biogaz en régime stabilisé, à pleine charge, et selon les dispositions des normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant effectue en continu un suivi du débit de biogaz consommé par le dispositif de valorisation du biogaz. Cette information fait l'objet d'un enregistrement.</p> <p>Les durées de fonctionnement et de dysfonctionnement, ainsi que les causes des dysfonctionnements, sont également consignés sur un registre tenu à jour, au quotidien, par l'exploitant et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites du dispositif de valorisation du biogaz.</p>
Constats : <p>L'exploitant informe l'équipe d'inspection que des contrôles sur les rejets gazeux émis par le moteur de cogénération ainsi que la torchère associée à ce dispositif sont assurés annuellement. Il présente à l'équipe d'inspection le rapport d'analyse des rejets gazeux de la torchère et du moteur respectivement en date du 26 et 27 février 2025 et effectués par la société EUROPOLL. L'équipe d'inspection constate que les paramètres visés à l'article 8.1.3.8.5 font bien l'objet du contrôle et sont mesurés selon les règles de calcul de la norme NF X43-551 (Exigences spécifiques de mesurage - Emissions de sources fixes). Elle constate qu'aucune non-conformité aux VLE imposées à l'article 8.1.3.8.5 n'a été relevée par la société EUROPOLL.</p> <p>L'exploitant présente également à l'équipe d'inspection les résultats d'analyse, en date du 10 septembre 2025, des rejets gazeux de sa seconde torchère mise en fonctionnement au cours de l'année 2025. Aucune NC n'a été relevée.</p> <p>L'exploitant assure un suivi en continu du débit de biogaz par le suivi du paramètre de pression Delta P.</p> <p>Il précise à l'exploitant que tout dysfonctionnement du dispositif de valorisation du biogaz est consigné dans son outil de supervision ainsi que dans l'outil « AppSheet » qu'il présente à l'équipe d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement des eaux polluées
Prescription contrôlée : <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
Constats : <p>L'exploitant informe l'équipe d'inspection que des analyses des eaux polluées (lixiviats) sont effectuées mensuellement sur l'ensemble des paramètres imposés à l'article 4.3.17 de l'arrêté préfectoral (AP) du 3 août 2020. Une analyse quotidienne et hebdomadaire est également assurée sur certains paramètres afin de s'assurer notamment que l'intégration des lixiviats dans l'osmoseur pour traitement n'induit pas de dégradation du dispositif de traitement.</p> <p>L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'en cas de besoin les lixiviats peuvent d'être évacués pour traitement auprès de la société SARP Industries à l'issue de l'analyse.</p> <p>Les paramètres contrôlés quotidiennement sont : la température, la conductivité et le pH ;</p> <p>Les paramètres contrôlés une fois par semaine sont : la température, la conductivité et le pH, la DCO les sulfates et les chlorures.</p> <p>Les résultats de ces analyses régulières permettent à l'exploitant d'identifier si ses dispositifs de traitement des lixiviats fonctionnent convenablement. En cas de dépassement des valeurs limites d'émissions (VLE) imposées à l'AP susvisé, l'exploitant interviendra sur ces dispositifs de traitement des lixiviats pour les remettre en marche de façon optimale.</p> <p>L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un outil de suivi des incidents de fonctionnement des dispositifs visés à l'article 4.3.11 de l'AP susvisé est quotidiennement utilisé au besoin. Il présente à l'équipe d'inspection ledit outil nommé « Appsheet ». L'équipe d'inspection constate que cet outil permet de préciser le dispositif impacté par l'incident, les causes identifiées, les actions mises en place pour y remédier ainsi que des photos permettant d'illustrer les actions et localiser l'incident.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.2
Thème(s) : Autre, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.
Constats : L'équipe d'inspection a dirigé son contrôle exclusivement sur les vérifications périodiques assurées pour les divers moyens d'intervention et de secours pour la zone de valorisation du biogaz comprenant notamment la zone d'osmose d'inverse. Les moyens d'intervention et de secours disposés sur le reste du site de la société EMTA, notamment au niveau des installations de stockage de déchets dangereux et non dangereux, n'ont pas été contrôlés. L'exploitant informe l'équipe d'inspection que les détecteurs d'explosivité et de fumée localisés au sein du container du moteur de cogénération font l'objet d'un contrôle annuel. Il présente les derniers rapports de contrôle (REF : N°220443-GMS630833/13-005 et N°214003-GMS474861/02-001) assuré par la société ADS en date du 8 et 6 août 2025. L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un contrôle biannuel est effectué pour les détecteurs 4 gaz mobiles dont sont dotés les agents habilités et formés à intervenir sur la zone de traitement du biogaz. Il présente à l'équipe d'inspection le dernier rapport de contrôle en date du 15 octobre 2025 assuré par la société SODEX. L'équipe d'inspection ne constate pas de non-conformité relevée dans ce rapport. Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant informe l'équipe d'inspection que plusieurs extincteurs sont judicieusement répartis sur la plateforme de valorisation du biogaz. Il présente à l'équipe d'inspection le dernier rapport de contrôle de ces moyens d'intervention en date d'avril 2025. L'équipe d'inspection constate qu'un extincteur (n°121) doit faire l'objet d'un remplacement. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le compte-rendu d'intervention corrective sur le parc d'extincteur en date du 10 juillet 2025, réalisé par la société Eurofeu justifiant du bon remplacement dudit extincteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.4.5
Thème(s) : Autre, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]
Constats : L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un livret d'accueil est systématiquement transmis aux nouveaux arrivants sur le site leur fournissant l'ensemble des éléments propres à la conduite à tenir en cas d'accident et d'incident ainsi que les moyens d'intervention à mettre en œuvre le cas échéant. Ce livret inclut également les risques associés aux différentes installations présentes sur le site de l'exploitant. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection qu'en fonction du poste qu'ils occupent, les opérateurs et techniciens reçoivent des formations spécifiques et régulièrement renouvelées leur permettant d'intervenir sur les installations sur lesquelles ils sont habilités. L'équipe d'inspection contrôle par échantillonnage le dossier de formation d'un technicien de maintenance habilité à intervenir sur la plateforme de valorisation du biogaz. Les éléments présents dans le dossier sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• attestation de formation à l'utilisation d'extincteurs assurée par la société CSInfo en date du 30 septembre 2025 ;• un avis de fin de formation et d'habilitation électrique assuré par la société CSInfo en date du 14 avril 2023. La durée de validité de cet avis est de 3 ans ;• le titre d'habilitation électrique, en date du 2 janvier 2025 et pour une durée de 3 ans, précisant les actions pour lesquelles le technicien de maintenance est habilité et celles pour lesquelles il ne peut pas intervenir ;• l'attestation de respect des consignes « Qualité Sécurité Environnement Énergie Biodiversité » en date du 23 janvier 2023 reprenant l'ensemble des consignes devant être respectées sur la plateforme de valorisation (risques significatifs, aspects environnementaux (lixiviats et biogaz), zonage ATEX, etc.). L'équipe d'inspection constate la présence en annexe de cette attestation la « Liste des travaux interdits aux intérimaires et CDD », qui comprend les travaux exposant les personnes aux agents chimiques dangereux ;• la fiche d'accompagnement personnalisée pour chaque agent permettant d'identifier les compétences clé acquises ou non, à améliorer ou devant faire l'objet d'une formation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rehausse d'un flanc de casier DND
Prescription contrôlée : Le contexte géologique et hydrogéologique de l'installation de stockage constitue une barrière de sécurité passive. [...]. Une couche de 1 mètre d'épaisseur et de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s est mise en place sur les flancs. La détermination du coefficient de perméabilité s'effectue selon des méthodes normalisées. [...]
Constats : Le dossier transmis par l'exploitant précise qu'afin de respecter les dispositions de l'article 8.1.3.2.1 de l'AP du 3 août 2020, des matériaux argileux (fausse glaise) ont été disposés en couches puis compactés. Cette confection sur le talus sud du casier 4 a fait l'objet d'un suivi continu de la part de la société par l'intermédiaire de mesures de teneur en eau, de densité et de perméabilité. Ces paramètres ont été contrôlés également par le laboratoire extérieur « SOCNA Sols » du 18 août au 12 septembre 2025. L'équipe d'inspection constate que 16 points de contrôle ont été faits dans le casier 4 U1. Le coefficient de perméabilité k est compris entre $1,48.10^{-11}$ m/s et $4,02.10^{-10}$ m/s. L'ensemble des valeurs du coefficient k est inférieure à 1.10^{-9} m/s.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rehausse d'un flanc de casier DND
Prescription contrôlée : Le fond et les flancs des casiers sont équipés d'une barrière de sécurité active (BSA) assurant l'indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats destinée à éviter la sollicitation de la barrière de sécurité passive. Cette barrière de sécurité active est constituée de bas en haut de : <ul style="list-style-type: none">• une géomembrane PEHD 2 mm d'épaisseur,• un géotextile ayant une fonction anti-poinçonnement,• un horizon drainant en fond de forme comprenant une couche de 50 cm de matériaux granulaires non calcaires avec une perméabilité de l'ordre de 10^{-4} m/s, dans laquelle sont noyés des collecteurs drainants, ou tout dispositif équivalent,• une couche filtrante dimensionnée de manière à filtrer le passage vers la couche drainante des éléments fins de déchets ou de tout autre matériau qui peuvent pénétrer la couche drainante. La géomembrane ou le dispositif équivalent doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. [...] Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

Des dispositions sont prises pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

[...]

Constats :

Dans son DOE l'exploitant informe l'équipe d'inspection que la mise en œuvre de la barrière de sécurité active a consisté à la mise en place des géosynthétiques suivants (de bas en haut) :

1. **Talus Sud** : de la rehausse du casier 4 de l'U1 composée d'une géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur et d'un géocomposite de drainage de 850 g/m² résistant aux UV. Ces matériaux ont été mis en place par la société EUROVIA avec un suivi continu de la qualité de mise en œuvre permettant de garantir la parfaite pose de ces géosynthétiques. De plus, la société EMTA a missionné le bureau d'étude V3C dans le but de contrôler la pose des géosynthétiques. Ce bureau d'étude a effectué 6 interventions sur le site afin de s'assurer notamment de la conformité des soudures de la géomembrane en PEHD ;
2. **Flancs de talus** : la BSA est constituée de bas en haut par une géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur et d'un géocomposite de drainage de 850 g/m² résistant aux UV et assurant à la fois les fonctions d'anti-poinçonnement et de drainage. Ces éléments sont posés à plat sur la largeur de la crête de talus, avec mise en place de big bag de lest tous les 3-4 m (cf photo ci-dessous).



L'équipe d'inspection constate lors de la visite d'inspection qu'une « bavette » temporaire a été soudée à la géomembrane du talus (cf photo ci-dessous). Elle se trouve être maintenue par des big-bag. L'objectif de cette disposition est de diriger les eaux pluviales (EP) vers le fossé de collecte des EP. L'exploitant précise que ce dispositif sera enlevé avant la mise en place de la seconde rehausse. Le géotextile sera alors entre les éléments d'ores et déjà en place et ceux qui seront rajoutés dans le cadre de la seconde rehausse.



S'agissant d'une rehausse de casier, aucune intervention supplémentaire n'a été faite. En effet, l'assainissement et le drainage, les drains de collecte des lixiviats, le géocomposite de drainage en fond de casier, le massif drainant et le géotextile de filtration ont été mis en place à l'ouverture du casier et se trouvent en fond de forme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Étanchéité entre l'unité 1 et la tranche B

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 8.1.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rehausse d'un flanc de casier DND

Prescription contrôlée :

Pendant l'exploitation de l'unité 1 et à partir de l'exploitation des niveaux situés aux altitudes supérieures à 97 m NGF, l'unité 1 s'adosse à la tranche B. Pour cet adossement, il est mis en place un complexe d'étanchéité (barrière passive et active) composé :

- d'une couche de 1 mètre de matériaux avec une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s,
- d'une géomembrane PEHD de 2 mm d'épaisseur,
- d'un géotextile de protection,
- d'un géodrain.

Constats :

Pour mémoire, l'unité U1 correspond à l'ISDND, exploitée après l'exploitation de la tranche A. Elle possède les caractéristiques suivantes :

- elle est composée de 4 casiers, d'une surface totale de 13,58 hectares ;
- elle est bordée :
 - au Nord et à l'Est, par la limite de propriété du site ;
 - au Sud, par la tranche B (ISDD) ;
 - à l'Ouest, par la limite de propriété du site.

La phase de terrassement a consisté en l'extraction et l'évacuation des horizons argileux, à savoir les fausses glaises et les argiles plastiques, puis en la constitution de la barrière de sécurité passive sur les talus sud de la rehausse du casier 4 de l'U1.

Tous les éléments devant composer le complexe d'étanchéité ont été mis en place par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite